

Edito

# La Suisse : un repaire de pirates au coeur de l'Europe

mercredi 17 avril 2013, par [BUCLIN Hadrien](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2013).

On chercherait en vain des puits de pétrole dans le Léman ou des plantations de caféiers dans la campagne argovienne. Pourtant, la moitié du commerce international de café est négocié en Suisse. Et près du tiers des échanges de pétrole à l'échelle mondiale se concluent sur la seule place financière genevoise. Cela ne signifie pas bien sûr que ce pétrole passe physiquement par Genève ? ; ce qui poserait d'ailleurs un problème lié à l'embouteillage de supertankers dans la rade, dont les effluves risqueraient au passage d'incommoder les magnats russes dudit pétrole, lorsque, endimanchés, ils savourent un brunch sur la terrasse du Four Seasons Hotel des Bergues ou du Grand Hotel Kempinski.

Pour autant, quand une entreprise russe vend du pétrole à l'Italie ou quand une multinationale suisse extrayant du cuivre en Zambie l'expédie en Allemagne, il est plus que probable que le financement de ce négoce soit réalisé depuis la Suisse ? ; ou que l'échange de produits dérivés – des titres de propriétés de matières premières cotés sur les marchés – s'effectue à la bourse helvétique. L'explosion de ce marché des dérivés depuis les années 1990 a d'ailleurs favorisé les hausses spectaculaires du prix des matières premières agricoles, qui ont déclenché et qui déclencheront encore à l'avenir des « émeutes de la faim » dans les pays pauvres, du Burkina Faso au Bangladesh, en passant par Haïti.

Pourquoi ce secteur a-t-il connu un développement si fulgurant en Suisse, où la valeur des matières premières négociées a été multipliée par quinze, en francs constants, entre 1998 et 2010 ? Avant tout, en raison de conditions fiscales incroyablement avantageuses : les entreprises actives dans le commerce des matières premières profitent souvent d'une imposition sur bénéfices tournant autour de 3 à 5 %, contre 35 % aux Etats-Unis. Les dirigeants de ces entreprises, eux aussi, jouissent d'une imposition de rêve au pays de Guillaume Tell : dans le canton de Zoug, où se trouve le siège du géant Glencore, qui dispose d'une position quasi-monopolistique sur le marché de certains métaux et minerais, l'imposition maximale sur le revenu des personnes physiques (si tant est que le dit revenu soit déclaré) est de 26 %, contre 42 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

En outre, la puissance de frappe de la place financière suisse permet l'octroi de crédit de courtage à des taux d'intérêts défiant toute concurrence ? ; et le secret bancaire offre une discrétion qui fait partie intégrante du modèle d'affaires d'un secteur présent dans des régions minées par la guerre civile ou la corruption endémique. Enfin, le Conseil fédéral n'applique que de manière laxiste les embargos internationaux ? ; ce qui a permis par exemple à des entreprises basées en Suisse de rester actives au Soudan lorsque le pays était déchiré par la guerre du Darfour, quand bien même l'accès à ce pays était interdit à leurs concurrentes états-uniennes.

Le commerce des matières premières participe pleinement d'un système d'échanges internationaux marqué par de profondes inégalités Nord-Sud : la part des bénéfices qui revient aux pays producteurs demeure marginale, l'essentiel étant accaparé par les actionnaires d'entreprises ayant leur siège au Nord, où elles rapatrient leurs profits. Pire encore, la fraction des bénéfices qui reste

au Sud est souvent captée par les bourgeoisies locales, qui replacent ces mêmes capitaux dans les pays du Nord, parce que ceux-ci offrent des débouchés plus sûrs.

La délégation de solidaritéS au FSM de Tunis, qui s'est rendue à Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa, a pu constater le paradoxe d'une région assise sur des richesses naturelles considérables, mais ravagée écologiquement et socialement par l'exploitation minière des phosphates, au mépris de l'environnement (épuisement et empoisonnement des nappes d'eau fossiles) et des besoins les plus élémentaires d'une population paupérisée.

La droite helvétique et le Conseil fédéral, qui vient de publier un rapport sur le négoce des matières premières, dont la conclusion est que toute régulation nuirait aux intérêts du secteur, justifient leur politique des plus complaisantes à l'égard des multinationales basées en Suisse en invoquant les emplois générés dans le pays. Pourtant, les géants du trading créent un nombre fort réduit d'emplois en Suisse : comment s'en étonner lorsqu'on sait par exemple que chaque courtier en grain, dont les principaux acteurs mondiaux ont leur siège sur l'arc lémanique, gère à lui seul un portefeuille de plusieurs dizaines de millions de francs ? Il s'agit en réalité de places de travail réservées à quelques milliers d'employé·e·s aux revenus très élevés, qui contribuent du reste à l'explosion du prix des loyers sur l'arc lémanique.

Surtout, que pèsent les quelques milliers d'emplois en Suisse ou les quelques millions que ces entreprises génèrent pour les caisses publiques helvétiques par rapport aux centaines de milliers d'emplois ou aux milliards de recettes publiques qu'une exploitation plus juste des ressources naturelles permettrait de créer sur les lieux d'extraction ?

Précisément parce que la discrétion est une pierre angulaire du fonctionnement des sociétés de négoce, des banques et des investisseurs qui se réunissent pour le Sommet mondial des matières premières au Beau-Rivage Palace, à Lausanne, du 15 au 17 avril 2013, il est urgent d'attirer l'attention publique et de susciter le débat politique sur ce commerce prédateur, et sur les dégâts sociaux et écologiques qu'il provoque. C'est à cette fin qu'un Collectif contre la spéculation sur les matières premières, soutenu par solidaritéS et par de nombreuses autres associations, organise un forum le samedi 13 avril et une manifestation le lundi 15 dans les rues de la capitale vaudoise.

**Hadrien Buclin**

---

**P.-S.**

\* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 226 (11/04/2013) p. 3. <http://www.solidarites.ch/>